

LA CHINE INFIDÈLE A LÉNINE

(Suite de la page 5)

Il suffit pour cela de constater que la direction maoïste n'attendait pas du tout la guerre civile larvée qui découle du déclenchement de la Révolution culturelle. C'est une des raisons qui explique l'affolement certain de la direction à la vision de ces conséquences. Mais, comment aurait-elle pu prévoir une telle situation ? Sur quoi le Parti communiste chinois fonde-t-il sa prétention d'avoir le soutien éternel des masses ? Il n'a jamais demandé aux masses leur avis. Il n'a jamais considéré qu'il devait être régulièrement investi du pouvoir par elles. Ayant mené à bien la révolution, il a considéré que cette « investiture éternelle » était implicite. Si la direction du P.C.C. s'était réellement implantée dans les masses, elle s'est maintenant substituée à elles sans leur permettre aucun contrôle, aucune participation, au niveau des décisions politiques et économiques centrales, par l'intermédiaire de délégués démocratiquement élus à tous les échelons du pouvoir.

Les leçons d'Octobre

Lénine disait dans *La Maladie infantile du communisme* :

« Les communistes doivent appliquer tous leurs efforts vers le triomphe universel du pouvoir des soviets et de la dictature du prolétariat. » Cela signifie que, dans la période de transition du capitalisme au socialisme, le prolétariat doit exercer sa dictature sur la bourgeoisie, mais au travers d'une *démocratie prolétarienne* qui en l'occurrence, en Union soviétique, prenait la forme de soviets. De plus, Lénine, lorsqu'il tirait les leçons d'Octobre, insistait sur cette *démocratie prolétarienne* :

« Après février et octobre 17 s'affirma la mission historique des soviets, fossoyeurs, héritiers, successeurs du parlementarisme bourgeois, de la démocratie bourgeoise en général » (*La Maladie infantile*).

Cela signifiait en clair que le contrôle populaire et la délégation du pouvoir devaient se faire par l'intermédiaire de soviets ou d'institutions démocratiques du même type, en accord avec les conditions spécifiques de chaque pays.

Expérience démocratique en Chine

Où voit-on en Chine des institutions de contrôle de ce type ? Lorsqu'ils parlent de démocratie, les Chinois mettent souvent en avant l'exemple des communes populaires. En effet, dans les communes populaires, on peut constater qu'il y a un certain nombre d'assemblées générales qui ont pour but de fixer les rémunérations de chacun, de « discuter » les décisions prises centralement. Il existe également des assemblées générales d'ouvriers dans les entreprises. Là, il s'agit de « consulter » les ouvriers sur le plan, les décisions. Pour fixer aussi les taux de rémunération du travail, etc., les travailleurs sont organisés en « groupes de travail ».

Il s'agit dans les deux exemples précédents, en fait, d'une *démocratie élémentaire* qui existe également en Yougoslavie. Ce n'est pas le propre d'une démocratie prolétarienne. Corrélativement, quel est le rôle attribué en Chine aux syndicats ? Ceux-ci sont conçus à la manière des syndicats staliniens. C'est la courroie de transmission qui lie le pouvoir et les travailleurs. C'est le lieu où on fait « comprendre » et appliquer la ligne décidée par la direction. Il ne s'agit absolument pas d'un organisme de défense des droits des salariés.

« Pour défendre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, les syndicats ouvriers doivent, conformément à leurs statuts et leurs décisions,

— éduquer et organiser les ouvriers et les employés pour qu'ils soutiennent les lois et les décrets du gouvernement populaire et appliquent la politique de ce dernier afin de consolider le pouvoir populaire dirigé par la direction. Il ne s'agit absolument pas d'un organisme de défense des droits des salariés.

— éduquer et organiser les ouvriers et les employés pour qu'ils prennent une nouvelle habitude par rapport au travail ; — dans les entreprises privées, s'opposer à tous les actes tendant à violer les lois et les décrets du gouvernement et ceux tendant à entraver la production, etc. »

(Loi sur les syndicats adoptée en 1950 par le Conseil du gouvernement populaire central lors de sa 8^e session.)

On voit ici clairement comment s'exerce la dictature du prolétariat. En 50, les entreprises privées existaient toujours. On voit bien comment peut s'exercer à travers le syndicat la lutte contre la bourgeoisie, ce qui est seulement un des

rôles du syndicat. On ne voit pas du tout où est la démocratie prolétarienne qui doit s'exercer en particulier à travers les syndicats, institutions démocratiques de base.

Toutes ces institutions « démocratiques » sont donc finalement des tribunes de discussion, et même de décision à un niveau élémentaire (salaires, etc.) mais elles ne participent en aucun cas à l'élaboration, ne contrôlent pas, ne décident pas, n'investissent pas du pouvoir les directions centrales. Elles servent à maintenir — ce qui est un souci réel des dirigeants chinois — le contact entre le sommet et la base.

Pourtant, nous avons pu voir, lors du déclenchement de la Révolution culturelle que, même pour la direction maoïste, ce « contact » semblait compromis. Il lui semble que certains dirigeants perdent ce contact, et que pour cela ils cèdent à l'idéologie bourgeoise et prennent le chemin de la contre-révolution. Les dirigeants chinois se sont bien rendu compte que le lien direction-masses est fondamental, seulement ils ne se sont jamais donné les moyens de l'assurer, et maintenant ils ne savent pas guérir la plaie.

Ce n'est pas en s'attaquant aux bureaucrates qu'on supprime les germes du prolétariat, mais une dictature démocratique qui tend à peser surtout sur le mal. Ce n'est pas en arrachant les mauvaises herbes qu'on les supprime définitivement, elles repousseront. Ce n'est pas en destituant les bureaucrates, en leur faisant faire une cure de plein air ou d'usine qu'on supprimera la bureaucratie. Ce qu'il faut supprimer, ce sont les germes qui engendrent la bureaucratie ; il faut instituer, non une dictature bureaucratique du prolétariat. Les discussions périodiques ou permanentes avec la base ne suffisent pas. Il faut de réelles structures de pouvoir.

Pour vaincre la bureaucratie

Les moyens de conjurer le bureaucratisme ont été longuement étudiés par Lénine, après Marx et Engels.

« Pour empêcher ceux-ci (les ouvriers de l'appareil) de devenir des bureaucrates, on prendra aussitôt des mesures minutieusement étudiées par Marx et Engels :

- 1) électivité, mais aussi *révocabilité* à tout moment ;
- 2) un salaire qui ne sera pas supérieur à celui d'un ouvrier ;
- 3) adoption immédiate de mesures afin que tous remplissent des fonctions de contrôle et de surveillance, que tous deviennent pour un temps bureaucrates et que, de ce fait, personne ne puisse devenir bureaucrate. »

(Lénine : *L'Etat et la Révolution*.)

Et pour que tout ceci puisse effectivement s'appliquer, il faut qu'existe un intermédiaire entre les ouvriers, les paysans d'une part, le pouvoir de l'autre. C'est aux soviets (ou institution démocratique du même type) et au congrès des soviets que doit appartenir le pouvoir réel, pas au Comité central du Parti communiste. Le rôle du P.C. doit être un rôle d'éducateur à tous les niveaux de direction. Si le pouvoir lui a été délégué, il doit être contrôlé périodiquement. Si les communistes se considèrent comme les titulaires éternels et implicites du pouvoir, ils ne peuvent éviter la bureaucratisation.

La Révolution culturelle a montré que si la direction maoïste a une certaine compréhension du problème de la bureaucratie, et une certaine conscience des conséquences possibles de cette situation, elle n'a pas su se donner les moyens de le résoudre. L'incompréhension des germes du mal est due au fait que la direction entière est atteinte, et pas seulement des membres isolés. On ne peut donc réellement espérer que la direction maoïste rétablira d'elle-même la démocratie prolétarienne. Cela impliquerait qu'elle se remette en cause aussi. Cette action ne pourra être menée à bien que par les masses populaires dont la combativité s'affirme au travers de la Révolution culturelle bien autrement que ne l'avaient voulu ses promoteurs. On peut espérer que ce renouveau de la lutte ouvrière et le retour des masses sur l'arène politique amènera une transformation radicale de la superstructure politique, qui permettra enfin aux masses de contrôler, de participer au pouvoir, grâce à une réelle démocratie prolétarienne.

Eva STRAUDE.

Le directeur de publication : P. FRANK

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton PARIS-12^e

Impasse et débordement de la révolution culturelle

Que se passe-t-il en Chine ? Depuis un peu plus de six mois, répondre à cette question est hasardeux. On a pu suivre d'assez près le développement de la « révolution culturelle » jusqu'au mois de janvier de cette année, lorsque se produisit la grève de Shanghai et d'autres mouvements de masse (1). Ensuite, Mao opéra un tournant. Craignant d'être débordé par des mouvements incontrôlés, il donna le mot d'ordre de la « triple alliance ». Il s'agissait ainsi de reconstituer à tous les échelons des directions composées de membres de la fraction Mao proprement dite, de représentants de l'armée, et de vieux cadres bureaucratiques considérés comme récupérables.

Depuis lors, la direction de Mao a reconstruit une résistance considérable. Le symbole de ces difficultés est le maintien de Liu Chao-chi à la présidence de la République, en dépit de l'extraordinaire campagne dirigée contre lui. Le fait qu'il conserve ce titre et n'est pas arrêté ne peut s'expliquer que par la résistance que Mao rencontre jusqu'au C.C. du P.C. chinois où il paraît rester en minorité.

Cette résistance se manifeste aussi au niveau des provinces. C'est avec grande peine que la presse maoïste a pu annoncer la constitution de la « triple alliance » dans moins d'une demi-douzaine de provinces. Des articles de la presse chinoise, il apparaît même que Mao ne table plus que sur l'armée, envers laquelle il invite le peuple à être bien disposé. Mais l'armée elle-même ne paraît pas unie dans la tâche qui lui est ainsi indiquée. La confusion est à son comble en ce qui concerne la jeunesse : des organisations de « gardes rouges » existent, indépendantes les unes des autres. Certaines sont dénoncées par les maoïstes comme « contre-révolutionnaires », souvent parce que « gauchistes ».

La fraction Mao pratique sans vergogne le procédé de l'amalgame de ses adversaires. D'après ce qu'elle reproche à Liu Chao-chi, en faisant abstraction des qualificatifs calomnieux, on pourrait penser qu'il a plutôt préconisé une politique de droite dans les dernières années. Depuis quelques semaines, le feu des maoïstes est également dirigé contre Tao Chu, qui était encore très récemment le n° 4 de la hiérarchie. Ce dont il est accusé laisse plutôt penser qu'il préconisait une politique de gauche, mais on explique qu'une « partie de sa tactique » était de « couvrir sa nature réactionnaire ultradroitière en faisant opposition à la révolution d'un point de vue ultra-gauche ».

Une information extrêmement intéressante se trouve dans l'éditorial du n° 14 de Hongki. On y apprend que « dans ses récentes instructions, le président Mao a dit : il n'y a aucun conflit fondamental d'intérêts au sein de la classe ouvrière. Sous la dictature du prolétariat, il n'y a aucune raison quelconque pour la classe ouvrière d'être divisée en deux grandes organisations irréconciliables ».

Mais, quinze lignes plus loin, on lit

aussi : « Comment se fait-il que dans certains endroits, à présent, la classe ouvrière est divisée en deux groupes et qu'une alliance n'a pas encore été effectuée ? »

Suit la vilénie de « la poignée de gens en autorité prenant la voie capitaliste », « la poignée de propriétaires fonciers, de paysans riches, de contre-révolutionnaires, de mauvais éléments et de droitières », et aussi les ouvriers influencés par « les effets corrosifs de l'anarchisme, du sectarisme, de la mentalité de petit groupe, de la tendance à « douter de tout », et d'autres tendances idéologiques bourgeoises et petites bourgeoises dans la société qui émergent sous des formes de droite ou d'extrême gauche. »

Que signifie ce jargon ? On peut présumer qu'il existe de multiples tendances — et pas seulement deux — tant sur la droite que sur la gauche, et que, dans les conditions actuelles, il en résulte une confusion parmi les participants à ces luttes fractionnelles. En même temps, rien ne permet de penser, comme certains commentateurs bourgeois l'écrivent, que la Chine va s'effondrer, se diviser, etc. Ni la situation alimentaire en Chine, ni le commerce extérieur, ni les résultats obtenus dans le domaine nucléaire ne pointent dans cette direction. Il serait illusoire de penser que la confusion actuelle se dissipera rapidement. Il n'est par contre pas exclu qu'à travers les difficultés présentes, dans l'affaiblissement des appareils, des courants de pensée tendront à se dégager pour exprimer une politique révolutionnaire.

(1) Voir notre journal, n° 15, et la revue *Quatrième Internationale*, n° 31.

LE MESSAGE DE GUEVARA A MOSCOU

Ni à Moscou ni à Pékin, les dirigeants et la presse des Partis communistes n'ont cru nécessaire de faire connaître l'article de Che Guevara.

A Moscou ce sont les Cubains qui ont fait connaître ce texte aux étudiants latino-américains se trouvant dans cette ville.

A nos éditions :

PIERRE FRANK

UNE RÉVISION DU TROTSKYSME

(à propos de la rupture de Pablo avec la IV^e Internationale)

Prix : 3 F

Grève chez Ford

Les travailleurs des usines Ford sont maintenant en grève depuis cinq semaines. A l'origine de cette longue résistance, il y a un vil mécontentement de la part des ouvriers de ce secteur-clé de l'économie américaine qui voient leurs conditions de vie et de travail se dégrader chaque jour davantage. Les récentes innovations techniques apportées dans les usines du « pionnier de la rationalisation » ont amené le licenciement d'un grand nombre de personnes, tandis que les autres, les « privilégiés », voyaient leur cadence de travail s'accroître nettement. Par ailleurs, les salaires prennent depuis plusieurs années un retard constant sur les prix dont la hausse, en cette période d'inflation, est considérable.

Qu'une grève de cette importance ait lieu en ce moment revêt une signification particulière. D'abord, c'est un coup d'arrêt aux tentatives d'établir une sorte « d'union sacrée du capital et du travail » afin de ne pas gêner le développement de la guerre du Vietnam. Ensuite, il s'agit là d'une des premières concrétisations de l'échec de la « Grande Société » tant vantée par Johnson. Le capitalisme américain, fût-il le plus puissant du monde, ne peut se permettre de mener de front une guerre extérieure et une politique sociale à l'intérieur. Le beurre et les canons sont bel et bien partout incompatibles...

Malheureusement, une fois de plus, la puissante bureaucratie syndicale de l'U.A.W. (syndicat de l'automobile américaine) utilise tous les moyens en son pouvoir pour refroidir le militantisme remarquable des ouvriers de Ford. Il est très significatif à cet égard que des ouvriers, interrogés sur le lieu des piquets de grève, se soient plaints de n'avoir à venir que chaque onzième jour et de manquer totalement d'information d'origine syndicale sur le développement de la grève. Lorsqu'on connaît la partialité des organes d'information des Etats-Unis, tous contrôlés par le grand capital, on imagine les difficultés rencontrées par les grévistes aux prises avec leur télévision ou leur quotidien...

A la veille du congrès du syndicat, le 8 octobre, les dirigeants de l'U.A.W. viennent d'ailleurs de dévoiler un peu plus leur véritable nature et la distance qui sépare leurs actes des intérêts de la classe ouvrière américaine. A la suite d'une requête du département de la Défense, ils ont demandé à certains travailleurs de cesser leur mouvement de revendication « dans l'intérêt national »... Ces travailleurs, bien entendu, sont employés dans des secteurs des usines Ford qui alimentent l'armée américaine en matériel pour la poursuite du génocide du peuple vietnamien. A suivre avec attention.